
GUY MÔQUET DE NOUVEAU PRIS EN OTAGE : l'Institut CGT d'histoire sociale s'adresse aux enseignants

La décision du président de la République de faire lire dans les lycées, à chaque rentrée scolaire, la lettre de Guy Môquet a suscité de nombreuses réactions et interrogations.

L'Institut CGT d'histoire sociale souhaite faire part de son opinion.

C'est peu dire que l'histoire a été sollicitée, sinon convoquée, avant, au cours et autour de la campagne électorale pour l'élection présidentielle.

La référence à Guy Môquet et la lecture de la lettre qu'il écrivit à ses parents avant d'être fusillé s'inscrivent dans cette logique. Nous ne souhaitons pas développer sur les raisons qui les sous tendent ni sur les desseins qu'elles servent : chacun peut en juger à l'aune de ses propres analyses et convictions.

L'application de l'injonction présidentielle soulève pour sa part une double question. En premier lieu, celle de l'intervention directe du chef de l'État dans l'enseignement de l'histoire.

En second lieu, celle non moins inquiétante d'une lecture décontextualisée et ritualisée de la lettre de Guy Môquet qui, déliée, sortie de l'histoire, pourrait même conduire les élèves à des contresens.

Si lecture il doit y avoir, la lettre de Guy Môquet doit être re-située dans un cadre historique permettant de connaître et de comprendre le contexte et les raisons de l'engagement de ce jeune résistant communiste contre Vichy et l'occupant nazi.

Au-delà, cette affaire conduit à s'interroger sur les contenus de l'histoire enseignée. À cet égard l'IHS-CGT souligne une nouvelle fois les conséquences négatives du peu de place qu'occupe l'histoire sociale et plus généralement le mouvement social dans l'enseignement de l'histoire.

Montreuil, le 20 juin 2007